HAL open science

Le colonialisme intérieur

Alain Alcouffe

▶ To cite this version:

Alain Alcouffe. Le colonialisme intérieur. 2009. hal-00848175

HAL Id: hal-00848175
https://hal.science/hal-00848175v1

Preprint submitted on 26 Jul 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le colonialisme intérieur
Alain Alcouffe
alain.alcouffe@free.fr

En 2003, dans une *Petita istòria europèa d'Occitània* avec un recul de plus de quarante ans Robert Lafont replaçait le colonialisme intérieur dans l'occitanisme public du 20e siècle entre la grève de Decazeville l'hiver de 1962 et le rassemblement de Lutte Occitane à Montségur le 24 juin 1973. Le concept apparu au tout début des années 60 allait devenir l'axe d'un déplacement de l'occitanisme (Lafont 2003 p.211) ou comme il l'avait indiqué en 1991, de son basculement de son statut de société secrète à celui d'acteur historique (Lafont, 1991, p.130). Pour présenter la contribution de Robert Lafont à cette évolution de l'occitanisme et plus largement le versant économique de la revendication occitane telle que l'a portée Robert Lafont, il est intéressant de partir de son livre de 1954 *Mistral ou l'Illusion*. Dans l'ultime chapitre, il revient sur la crise de 1907 et l'embrasement du Midi viticole pour noter « qu'à cette occasion le sentiment populaire occitan s'est éveillé de façon inattendue, et inespérée pour des Félibres. Les masses rurales, poussées à la misère par l'inertie gouvernementale qui laisse les mains libres aux fraudeurs du vin, victimes dans un conflit économique dont, seule, leur énergie peut les libérer, spontanément prennent partie pour elles-mêmes, pour leur spécificité de mœurs, de situation et même de langue. La langue d'Oc était magnifiquement présente aux journées de Carcassonne, de Nîmes, de Montpellier où se réunirent des foules qui atteignaient 500000 manifestants ». Robert Lafont voit dans là la « preuve, si quelqu'un en doutait, que le mouvement félibréen avait canalisé à son profit, et peut-être détourné de leur chemin véritable, des aspirations profondes, encore qu'inconscientes, d'une très vaste collectivité. Les données d'une Renaissance d'Oc s'affirmaient dans un contexte assez semblable à celui de 1848-1850 ». On sait que Mistral refusa de prendre la tête du mouvement, ce qui amenait Lafont à déplorer « quelle belle chance négligée! » (p. 342).

La Sala - Decazeville

Cette jonction entre les préoccupations de la langue et les préoccupations économiques et politiques devait être réalisée 8 ans plus tard avec la lutte des mineurs de Decazeville. la grande grève de 1961-1962, la plus longue de l'histoire du monde minier (soixante-six jours avec occupation des puits, doublée de grèves de la faim). Elle faisait suite à l'annonce brutale d'un plan de deux mille licenciements lancé par le pouvoir d'alors, plan élaboré par la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) qui prévoyait la fermeture de toutes les mines de Decazeville, pour rentabilité insuffisante. Le cadre est emblématique de la situation occitane : une entreprise nationale (les charbonnages de France) décide de fermer un bassin sans avoir prévu quelque plan de reconversion que ce soit. Comme en 1907, c'est toute une population qui se mobilise, elle est consciente qu'elle ne maitrise plus son destin et cherche dans la mobilisation régionale à se faire entendre du pouvoir central. la grève de Decazeville est porteuse de nouvelles formes de lutte ou de nouveaux thèmes. « Les idées de décentralisation, de mise en place de véritables structures régionales, de lutte contre les déséquilibres régionaux font leur chemin » (Philippe Marcy, Arkheia).

Serge Mallet publia dans l'hebdomadaire *France Observateur* du 11 janvier 1962, un reportage intitulé « la révolte des colonisés de l'intérieur ». Synthétisant son propos, il s'exclamait « Il s'agit de briser la structure coloniale, je dis bien coloniale, de la moitié des départements français ». Il estimait que l'union des paysans, des instituteurs, des cheminots autour de la lutte des mineurs posait un problème grave impossible à pallier par des mesures partielles et de conclure « Seuls de grands plans régionaux d'équipement, conçus à la fois autour de la création de pôles de

développement et de l'utilisation rationnelle des productions primaires, c'est-à-dire en premier lieu de création *sur place* d'industries de transformation des produits agricoles génératrices d'autres activités industrielles, l'ouverture de grands axes ferroviaires et routiers à débit rapide à l'intérieur du fameux 'désert français', le développement de l'équipement scolaire et universitaire pour former sur place des techniciens et des ouvriers qualifiés modernes sont en mesure de bloquer la détérioration permanente, chaque jour aggravée, de la situation de ces départements de l'Ouest, du Centre, du Sud-Ouest et du Midi. ». Mais Serge Mallet lançait un avertissement : « pour renverser le courant amorcé depuis les débuts du capitalisme industriel, il faut aussi s'attaquer au centralisme politique ; la décentralisation des pôles de développement économique ne se fera que parallèlement à la décentralisation des centres de direction politique. De Richelieu à De Gaulle, de Robespierre à Mollet et Thorez,, il existe une constante de la concentration du pouvoir qui est véritablement une solide tradition nationale. C'est cet archaïsme qui fait de nos provinces un objet de musée [1]».
Pour les occitanistes, la grève de Decazeville conduisit à la création du Comité occitan d'études et d'action (COEA) au sein duquel les questions qui taraudaient des militants de l'IEO allaient pouvoir être débattues et l'analyse de l'Occitanie en termes de décolonisation s'enraciner.

Du sous développement régional au colonialisme intérieur

L'idée de colonialisme intérieur, c'est-à-dire d'utiliser une grille d'analyse élaborée dans le cadre de la colonisation de pays étrangers pour définir des stratégies domestiques a une longue histoire. Dominique Blanc signale que « le terme était déjà employé dans certains textes régionalistes espagnols à la fin du dix-neuvième siècle » et l'idée d'une colonisation intérieure (innere Kolonisation) de l'Allemagne de l'Est avait occupé plus de la moitié des débats du Verein für Sozialpolitik lors de sa réunion à Francfort en 1886 et une résolution n ce sens avait été présentée par des Schmoller le chef de file de l'école historique et le père de Werner Sombart.
Dans le débat français de la seconde moitié du 20e siècle, il semble que le terme ait surgi dans le milieu réformateur du club Jean Moulin et précisément dans un article de Charles Brindillac[2] paru dans *Esprit* sous le titre « Décoloniser la France » en décembre 1957 . D'entrée l'auteur établissait un parallèle entre l'administration des colonies et la façon dont l'administration française depuis Philippe Le Bel avait dirigé la France, ce qui lui permettait d'affirmer : « Ce régime de forte densité bureaucratique de basses pressions politiques qu'on a désigné par le terme d'administration directe, c'est, racisme mis à part, le régime intérieur de la France. ». Appuyé sur les livres de Jean-François Gravier, et sur les analyses des bureaucraties de Michel Crozier, il se demande comment et jusqu'où décentraliser. Ces préoccupations se retrouveront dans *L'état et le citoyen*, du Club Jean Moulin en 1961, mais mis à part la proposition de supprimer les préfets.
Naturellement, de 1954 à 1962, la décolonisation était au cœur des préoccupations et François Fontan en 1959 fonde le Parti Nationaliste Occitan et prône une stratégie de libération nationale qu'il appuiera sur une théorie de la politique, l'ethnisme (Fontan, 1961).
Mais plus que ces tentatives marginales, le constat du sous développement d'un « certain nombre de régions du territoire ex-métropolitain » et des traits morbides qu'y présentent l'économie et la vie sociale est de plus en plus partagé dans les années 60 et aux Rencontres socialistes de Grenoble de 1966, Michel Rocard présente un rapport intitulé « Décoloniser la Province ». L'écart est considérable entre les différentes composantes, les analyses de géographes ou d'historiens sur le

[1] Cité par Pierre Lagarde Alcouffe Lagarde Lafont (1979) p. 137
[2] Charles Brindillac est un pseudonyme pour Olivier Chevrillon, « énarque pas comme les autres », proche d'Esprit puis membre du Club Jean Moulin. Jean-Marie Domenach, rédacteur en chef d'« Esprit » et Simon Nora, conseiller de Mendès-France, le recommandent au nouveau ministre Alain Savary, chargé du Maroc et de la Tunisie. Il entre à son cabinet qu'il quittera avec son patron lors de l'idiote interception aérienne de Ben Bella le 22 octobre 1956. (Chevrillon 2011).

sous-développement (Raymond Dugrand, André Armengaud), le désespoir de catégories sociales malmenées par le développement capitaliste, le mimétisme des situations coloniales, les remèdes technocratiques et la grande réussite de Robert Lafont sera de parvenir à agréger tous les éléments disparates dans la grande perspective de la *Révolution Régionaliste*.

Le colonialisme intérieur et la Révolution Régionaliste

Le livre après avoir dénoncé les méfaits du « verrou unitariste » décortique le sous-développement régional. Il s'appuie pour cela sur un rapport du commissariat au Plan de J.F. Gravier qui retient 4 critères du sous-développement (émigration et dépeuplement, déséquilibre socioprofessionnel avec une surreprésentation de la population active agricole, le niveau des salaires inférieur à un seuil de 6500F par an, la moitié du niveau contemporain dans la région parisienne, et la faiblesse du parc automobile. Ces indicateurs sont complétés par ceux mis en évidence par Pierre Maillet (1964), la densité de la population, la valeur ajoutée par travailleur et la contribution de chaque département au produit national. Il en ressort la fameuse diagonale Le Havre Marseille, qui délimite un Ouest breton et un Sud Ouest occitan sous développée. Mais Lafont refuse de s'en tenir au constat c'est-à-dire « au point d'arrivée » (p. 74) et il entreprend d'élucider les causes de cet état de fait au moins pour la Bretagne et les grandes régions occitanes (p. 75). Après un tableau saisissant de la Bretagne du 18e au 20e siècle il conclut après avoir salué les efforts des bretons pour prendre en main leur destin économique : « Ces *fonds de misère* du sous-développement breton sont moralement inacceptables. Il faut les considérer dans l'ensemble du phénomène : ils apparaissent alors comme un aspect déchainé et non comme un accident. Le sous développement est une sorte de mal interne que l'État a accepté par une erreur de jugement sur ses devoirs vis-à-vis de la nation. Les froides statistiques officielles voilent trop facilement cette responsabilité profonde » (p. 94)

Lafont passe ensuite à l'est aquitain c'est-à-dire à la région Midi Pyrénées. S'appuyant sur les travaux d'Armengaud, il met en cause un cercle vicieux du sous développement qui se noue au milieu du 19e siècle (le *complexe d'abandon*). Il en conclut que le sous développement y est « l'aboutissement d'un processus développé au cours des siècles [..] qui aboutit semblablement à une situation d'enclave économique sans le motif de la péninsularité. En Aquitaine il y a eu abandon séculaire, qui a associé la mentalité des habitants et le désintérêt du pouvoir central » (p. 105/6). La seule amélioration économique s'accompagne de dépendance vis-à-vis d e l'état, vis-à-vis d'autres régions. Les établissements industriels de la région sont dépendants de décisions parisiennes et les profits ne reviennent pas à la région qui ne récupère que les salaires. (p.107).

Le troisième exemple retenu par Lafont concerne la région méditerranéenne soit la Provence, et le bas Languedoc pour laquelle il s'appuie sur les travaux de Raymond Dugrand (1960 et 1963). La situation est ici complexe et mais Lafont dégage les responsabilités et les enchainements pour conclure que « le sous développement ne peut être compris en France que selon des processus destructeurs liés à l'Etat, à l'anarchie du développement capitaliste que le centralisme protège ou laisse faire » (p.130). Mais surtout il dégage le fonctionnement du sous développement des régions françaises. A la base, il ya, concède t il, une situation d'infériorité des ressources susceptibles de soutenir une industrie moderne; (p. 131-2). Mais cette infériorité devient un handicap dirimant dès lors que la région ne peut concevoir une protection et une animation de son industrialisation dans un contexte où les frais de transport constatés sur la base de réseaux qui n'ont pas été conçus pour son développement jouent contre elle. Ces deux mécanismes dévoilent le facteur essentiel « l'absence catastrophique d'une vue de l'intérêt régional ».

Cette base lui permet alors de rassembler un certain nombre de processus économiques dont le sous développement régional est l'enveloppe perceptible dans le concept de « colonialisme intérieur ». Il énumère ainsi, 1) la dépossession industrielle et l'investissement colonisateur, 2) la primauté des

industries extractives sur les industries de transformation, 3) la dépossession du domaine agricole, 4) la dépossession des circuits de distribution, 5) la dépossession des ressources touristiques.
Il en arrive à un constat extrêmement sévère :

> Tout se tient donc dans l'histoire du pays. La République de type gaulliste n'est que le perfectionnement de l'autoritarisme inclus dans la tradition centraliste. Le pouvoir actuellement avoué du grand capitalisme dans l'état n'est que le couronnement de la vieille domestication de l'État bourgeois par les trusts. L'écrasement en cours des structures régionales subsistantes par l'envahissement colonisateur, qu'il soit national- français, ou étranger, n'est que l'aboutissement logique du sous-développement entretenu par la forme de l'État et le régime du grand capital, ensemble. Et les mêmes subterfuges se répondent en écho. La décentralisation promise n'est qu'une déconcentration, c'est à dire un renforcement du pouvoir central. L'aménagement du territoire consiste à créer des structures économiques régionales qui assurent un plus parfait pouvoir des trusts. (pp.)

Il ajoute « le colonialisme intérieur ne peut pas être arrêté par un quelconque réformisme de façade. Il conçoit qu'intellectuellement il est possible de convaincre « un certain nombre d'esprit » mais « les masses ne bougeront que lorsque l'oppression sera devenue intolérable, c'est-à-dire lorsque les crises s'élargiront » (p. 182). C'est donc la transformation sociale qui est en jeu mais la dimension française est réaffirmée et Lafont finit par une conclusion lyrique son analyse du colonialisme intérieur « La France est une nation révolutionnaire aliénée. Elle ne peut retrouver son visage authentique qu'en combattant les forces qui corrompent en elle le contrat national, c'est-à-dire en se décolonisant. La révolution sociale est possible en France, elle correspond même au génie français le plus authentique. Mais il faut pour cela déterminer le grand point de rupture dans la société française actuelle : les problèmes économiques régionaux. » (p. 183)
Mais il restait à replacer l'analyse du colonialisme intérieur dans les diverses dimensions de la société. C'est cette tâche à laquelle est consacré le chapitre 4 « Conscience régionale et conscience historique » dans lequel Lafont entreprend de montrer l'articulation « entre le colonialisme intérieur, l'unitarisme français, le centralisme administratif et l'unité de la France historiquement réalisée » (p. 184). Le cheminement du raisonnement est difficile car la critique de l'état français n'empêche pas Lafont de soutenir que la Révolution française a créé « une nation nouvelle, non plus subie mais voulue grâce au contrat de citoyenneté symbolisé par la Fête de la Fédération. Et les sujets provençaux du Pape, ont adhéré à ce contrat comme le firent plus tard Niçois et Savoyards (p. 186) et en même temps, il écrit « Le colonialisme intérieur obéit à la logique territoriale, et renouvelle, à des siècles de distance, la conquête militaire. Nous avons bien vu le capitalisme parisien et ses relais du Nord, de l'Est, ou lyonnais transformer la Bretagne, le Sud-Ouest en zones oubliées, et livrer une bataille sévère pour s'emparer de l'économie entre Durance et Garonne. C'est simplement parce que les consciences occitanes étaient modifiées par les mythes de la centralisation que l'on n'a pas vu, au Midi, que se renouvelait, en des termes modernes, la conquête capétienne. Une grande duperie a occupé le 1e siècle : pendant que le Midi fournissait à la République unitaire tant d'hommes au service de l'unité, par-dessous leur pouvoir purement politique, devenu couverture, la colonisation envahissait ce Midi. » (p.186).
Il peut ainsi souligner qu'il y a « un mécanisme identique, qu'on parle culture et langue ou qu'on parle économie » (p. 205).
Mais avant d'examiner les conclusions, il faut garder en tête la mise en garde de Lafont «On fera bien de ne pas oublier l'adjectif intérieur (p. 141) ». C'est que Robert Lafont n'a jamais perdu de vue l'ébranlement de 1789 et la place de la France dans la transformation sociale espérée. Peu après la publication de la Révolution Régionaliste dans lequel était longuement justifié et formulé le concept de colonialisme intérieur, Lafont publiait un encastrement politique dans *Sur La France*

(Lafont, 1968). Il y développait sa théorie de la nation : nation primaire (ethno-linguistique) ou nation secondaire (politique). Dix ans plus tard, il « persévérait » soutenant que le contrait soit généralement l'occasion d'une reprise de l'oppression linguistique et du préjugé culturel (incarnés par Barrère et Grégoire), n'engage pas à le déclarer caduc » (Lafont 1979, p. 160). C'est donc dans ce cadre que les analyses débouchent sur des « des lignes de développement, des trajectoires d'évolution » (Lafont 1967, p.211).

En 1975, alors que le malaise social pouvait être tiré vers le dérivatif du racisme et de l'hostilité à l'immigration, il montrait comme les travailleurs immigrés et les mouvements régionalistes en France étaient des alliés dans un combat culturel contre le colonialisme intérieur :

> Dans la mesure où les catégories sociales victimes du dépérissement régional comprendront les raisons de ce dépérissement, elles chercheront à leur malaise des solutions politiques, à l'écart de l'agressivité obscurcissante. Le respect de l'autre passe par le respect de soi, et vice versa. C'est là un combat culturel qui se dessine, mais Il est, parce que culturel précisément, au sens le plus actif du terme, politique. La lutte contre le colonialisme intérieur o est un combat antiraciste, anti-impérialiste.(Lafont, 1975)

La feuille de route de la révolution régionale

Tout d'abord il se prononce pour un découpage régional différent (une dizaine de départements, une population de 3 à 7 millions d'habitants), qu'il ne conçoit pas sans d'une consultation des populations (p.214). Ces régions ne sont pas nécessairement construite sur une base ethnique et « il faudra accepter que l'économique prime l'ethnique, comme l'inverse, selon le v u des populations (p. 216). Lafont abordait sans entrer dans le détail le partage des compétences entre l'état et les régions, mais insistait surtout sur l'esprit régional, le « régionalisme révolutionnaire » qu'il appelait de ses v ux et qu'il voyait s'appuyer sur des métropoles et sur des universités régionales. Déplorant l'état des universités et leur déconnexion des territoires, il estimait que « la régionalisation doit faire de l'Université un service de la région » (p.226) .Il espérait que ce changement lui donne le sens d'une responsabilité immédiate et modifie les habitudes de pense de son personnel de telle sorte qu'une « relation organique s'établit entre la recherche, l'éducation et la vie sociale » (ibidem).

Ce n'est qu'à partir de cette transformation qu'il estimait justifié « l'enseignement des cultures régionales, histoire, littérature, langue ». Cet enseignement lui paraissait susceptible de condenser une conscience en genèse. Il pouvait être « le ferment spirituel de l'animation citoyenne » de sorte que l'esprit régional devienne breton, corse, alsacien, occitan. « Il prend du muscle dégageant son identité historique ». (p.226)

Il formule alors la feuille de route de la révolution régionale moyen de combattre et d'éliminer le colonialisme intérieur. « De façon simple à l'exploitation capitaliste correspond la révolte des exploités; à la prolétarisation des populations régionales, à leur ségrégation économique, à leur exil obligatoire répond une prise de conscience révolutionnaire qui s'exprime par la volonté de vivre dans la région en éliminant l'exploiteur, eu prenant en main directement le développement économique, en évaluant les ressources existantes suivant le critère de l'usage régional d'abord. » (p. 229)

Les analyses du colonialisme intérieur ont recensé à de multiples reprises les comportements parfois contraires ses propres intérêts économiques de la bourgeoisie industrielle en Occitanie, cela conduit Lafont à conclure de façon lapidaire en 1971 « la bourgeoisie occitane, dépourvue de patriotisme régional, n'a pas voulu se battre pour sauver son pays » (Lafont (1971], 1977) p. 221), dès lors, « la cause régionaliste est donc celle des travailleurs ; le prolétariat dans sa lutte revendicative assume le rôle de direction d'un mouvement plus large que lui ; la société régionale se reconnait dans cette lutte : paysans et commerçants de l'Aveyron se sont groupés pour défendre

les mineurs » (ibidem, p. 218) de il se prononce pour un socialisme qu'il distingue du socialisme réformiste, « internationaliste de façade, nationaliste de contenu, qui a si longuement collaboré avec la dégénérescence tyrannique de l'Etat, avec le colonialisme intérieur et la puissance intérieure des trusts. Non pas le socialisme autoritaire, lui aussi en situation de préférer l'appareil d'état à l'élan révolutionnaire (Lafont 1967, p. 232). C'est ainsi qu'est avancé l'idée de propriété régionale : « d'une mise au service de la collectivité définie dans un cadre ni trop large ni trop étroit, des richesses que la colonisation lui vole » (Lafont ([1971], 1977) p. 222)

Victoires et déboires de la revendication occitane

Cette double condamnation et la recherche d'une autre voie vers le socialisme traduisent une affinité pour un socialisme autogestionnaire qui se manifestera implicitement dans *Décoloniser en France* (1971) mais plus explicitement dans son livre de 1976. Robert Lafont en vient à se prononcer sur l'autogestion parce qu'il a cru que « la région socialiste, appuyé sur la promotion du pays était une clef possible du problème de l'autogestion (Lafont 1976, p. 19). Il vaut la peine de relever ici le moment dans lequel ce saut est franchi : la préface est datée du 14 mars 1976, 10 jours après la fusillade de Montredon mais si la situation dramatique de la viticulture languedocienne souligne l'urgence de répondre aux défis du colonialisme intérieur, le livre poursuit la mise en perspective du phénomène, du point de vue historique en soulignant l'enchaînement des phénomènes mais surtout en regardant au-delà de l'hexagone pour saisir la dynamique capitaliste à l'œuvre dans la construction européenne et imaginer une alternative. Marie-Geneviève Dezès (2003) retient qu'il proposait un plan d'autogestion fédérale qui rappelait furieusement l'organisation yougoslave sans la nommer. Les régions administratives y étaient subdivisées en « pays » comportant environ 30000 électeurs, élisant un conseil régional chargé de la gestion de la région, l'harmonisation des plans régionaux et la définition collective des contrats entre régions et des contrats internationaux étant le fait d'une Assemblée des régions émanant des conseils régionaux qui remplacerait le Sénat; la France serait une fédération de régions autonomes, modèle pour la construction européenne.

Cette observatrice à trente ans de distance estime que « ce livre a inspiré la conception du programme de décentralisation autogestionnaire» du PS à la veille des élections présidentielles de 1981 ». Le jugement est assez étonnant comme l'idée d'une filiation non avouée avec le modèle yougoslave mais Dezès a le mérite d'attirer l'attention sur ce livre paru dans l'effervescence autogestionnaire qui a accompagné les Assises du socialisme de 1974. Il nous semble que ce livre est dans le prolongement de l'analyse du colonialisme intérieur de la *Révolution régionaliste*, poursuivi dans *Décoloniser en France*. Lafont se situe alors sur le terrain de l'utopie crédible en proposant des solutions dont il précise qu'elles tiennent compte du grand drame que connait l'homme moderne, « la destruction de son environnement naturel, la mort de la nature ». En effet, le renversement proposé « dans les perspectives d'aménagement de l'espace régional, revient à rendre la région à ses habitants citoyens, c'est-à-dire à la maintenir habitable » (Lafont 1976, p. 185)

Le colonialisme intérieur et après..

Pour l'Occitanie donne en 1979 une image d'ensemble de l'économie et de la démographie des régions occitanes et s'efforce de préciser la notion d'entreprises régionales dans le prolongement des analyses formulées depuis le COEA. Dans ce livre comme dans l'introduction, on voit clairement que Lafont n'était pas un chercheur dans une tour d'ivoire mais chez lui la réflexion était irriguée non seulement par une ouverture aux démarches collectives (COEA, Lutte Occitane, VVAP, plus tard la Fondation, ou Gardarem la terra) mais aussi par une grande attention aux grandes organisations (partis ou syndicats) dans lesquelles il n'avait pas le pareil pour détecter le cheminement des idées occitanes et plus largement une grande vigilance pour saisir les

transformations. Déjà en 1979 et plus encore par la suite, l'adéquation entre le colonialisme intérieur et la situation de l'Occitanie n'était plus celle du début des années 1960. La construction européenne bouleversait les données de l'économie mais aussi l'architecture des pouvoirs tandis que le verrou unitariste cédait en Grande-Bretagne comme dans l'Espagne post-franquiste et bientôt les lois de décentralisation de 1982 en dépit de tous leurs manques changeait la donne institutionnelle dans l'hexagone. En 1991, Lafont est revenu sur ce passage « d'une société à l'autre » qui a suivi ces années 1962-1976 durant lesquelles le discours le plus commun sur la vie sociale en Occitanie était une dénonciation de la colonisation » (p. 128). Il est vrai que les années 80 ont pris à contrepied les tendances sur lesquels reposaient largement les analyses des années 70.. *Le Sud et le Nord* énonçait comme une évidence qu'il n'y a qu'une France industrielle (p. 65) et soulignait la quasi-exclusivité lorraine et nordiste dans la sidérurgie (p.66). Mais la colonisation intérieure était insérée dans un autre logique qui est celle de la mise en périphérie de tout l'hexagone (Lafont 1991, p. 140). La formule est juste si on la comprend comme un nouveau rapport des groupes industriels et financiers aux territoires dans le cadre d'une nouvelle géographie économique mondiale. Dans ce processus, certains ont pu voir une revanche du Sud et dès 1984, nous signalions cette inversion des dynamiques régionales apparue à la fin des années 1970 (Alcouffe, 1985).

L'analyse du colonialisme intérieur mettait à nu les mécanismes qui empêchaient le développement économique et la perte du sens de l'intérêt régional au premier chef de la part des capitalistes occitan. Loin d'être une fermeture elle ouvrait des chemins pour des futurs possibles et fournissait les repères pour comprendre les évolutions. Cette espérance était confortée par la vision pan européenne et même les prédictions globales d'un Kenichi Ohmae sur la fin de l'état-nation et la montée des régions transfrontières. On retrouve cette articulation des dynamiques spécifiques et des mouvements universels dans le beau texte fondateur de l'Eurocongrès des espaces occitan et catalan. Il y constatait que « les deux Renaissances, séparées par les grands drames politiques et guerriers qui secouèrent le continent de 1870 à 1945, connurent des destinées et des réussites différentes. Nous sommes maintenant en un autre temps: l'Europe en est à s'unir et, dans cette immense nouveauté qui fait tourner les siècles sur leur axe, pacifiquement, naturellement, les régions, les espaces retrouvent en termes modernes leurs anciennes logiques ».

Bibliographie

Alcouffe, Alain, Lagarde, Pierre, Lafont Robert, *Pour l'Occitanie,* Toulouse, Privat, 1979

Alcouffe, Alain, "Les régions face à la crise : prévisions et réalisations, 1974-1980" communication au Colloque sur les structures industrielles de St Jacques de Compostelle (Espagne), Septembre 1984, *Amiras-Repères*, Aix en Provence, Edisud, n° 9-10, mars1985, pp. 161-173.

Armengaud André, *Les populations de l'Est-Aquitain au début de l'époque contemporaine*, Paris, La Haye, Mouton, 1961

Blanc, Dominique, Andalucia, Occitania, Padania Les nationalismes régionaux et leurs ressources identitaires, http://www.dominiqueblanc.com/index.php?id=18

Brindillac Charles (Olivier Chevrillon), Décoloniser en France, *Esprit*, pp. 799-812.décembre 1957.

Dezès Marie-Geneviève, L'utopie réalisée : les modèles étrangers mythiques des autogestionnaires français, in Goergi, 2003, pp. 29-54.

Dugrand, Raymond, *Villes et Campagnes en Bas-Languedoc*, Paris, Puf, 1963.

Fontan, François, *Ethnisme: vers un nationalisme humaniste,* Bagnols sur Cèze, Librairie occitane, 1961

Georgi, Frank, Autogestion, la dernière utopie ?, Paris, Publication de la Sorbonne, 2003
Kraus François, Les Assises du socialisme ou l'échec d'une tentative de rénovation d'un parti, Préface de Alain Bergounioux, *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès* N°31 - juillet 2002
Lafont Robert, *La Révolution régionaliste*, Paris, Gallimard, 1967.
Lafont Robert, *Sur la France*, préface de Jacques Madaule, Paris, Gallimard, 1968
Lafont Robert, *Clefs pour l'Occitani*e, Paris, Seghers, 1971
Lafont Robert, *Décoloniser en France*, Paris, Gallimard, 1971
Lafont Robert, *Le Sud et le Nord*, Toulouse, Privat, 1971
Lafont Robert, Alliés dans un combat culturel contre le colonialisme intérieur, *Le Monde Diplomatique*, Juin 1975
Lafont, Robert, *Autonomie : de la région à l'autogestion*, Paris, Gallimard, 1976,
Lafont Robert, *Temps tres,* Perpinya, Trabucaire, 1991
Lafont Robert, *La Nation, l'état, les régions*, Paris, Berg, 1993.
Lafont Robert, *Petita Istoria europèa d'Occitània,* Perpinya, Trabucaire, 2003
Mitzman, Arthur, *Sociology and estrangement: three sociologists of Imperial Germany*, New York, Knopf; 1973.
Ohmae, Kenichi, *End of the nation state : the rise of regional economies,* London : HarperCollins, 1996
Ohmae, Kenichi, *The next global stage: challenges and opportunities in our borderless world*, New Jersey : Wharton School Publishing, cop. 2005
Rocard, Michel http://www.revuesocialiste.fr/wp-content/uploads/2010/02/01.-Revue-37A.pdf.
http://www.revuesocialiste.fr/2010/02/16/decoloniser-la-province-1966/